

Famille et consommation

Christine Delphy

Troisième article de *L'ennemi principal*, tome 1 : *économie politique du patriarcat* (première édition 1998, dernière édition 2013). Ce livre est un recueil d'articles de Christine Delphy, il est divisé en deux tomes.



Illustration : *Goldilocks And The Three Bears* de Gretchen Ellen Powers

Éditions ALSO

Anarchie, Lutte contre les Systèmes d'Oppression

Famille et consommation ¹

S'il est une fonction universellement reconnue à la famille, c'est celle dite de « consommation ». Il serait fastidieux d'énumérer tous les ouvrages où la mention en est faite, car il n'est pas un sociologue, et plus généralement pas un auteur traitant de la famille qui n'y fasse au moins allusion. Elle est en outre présentée comme l'une des principales fonctions de la « famille moderne ».

Dire que la famille assume une fonction implique qu'elle satisfait des besoins préexistants. S'agissant de la consommation, tel est bien le cas. Dans l'esprit des auteurs comme pour le sens commun, ce n'est pas au besoin social et contingent des entreprises de voir leurs produits achetés, mais aux besoins universels de la survie physique des êtres humains que répond, au moins dans un premier temps, cette fonction.

On ne peut nier qu'il s'agisse là de besoins primaires, que la satisfaction de ces besoins soit un préalable à toute vie sociale ni que cette fonction soit par conséquent de toute première importance. Ces besoins sont universels parce que biologiques et, puisque biologiques, sont les besoins des individus, au sens d'unités physiques discrètes.

Si l'on pose que la famille est l'institution ou l'une des institutions qui remplissent cette fonction, il semblerait alors que la suite de la démarche eût dû consister en une étude de la façon dont elle satisfait ces besoins. Or, en contraste avec l'importance sociale et théorique et de la famille et de la « fonction » de consommation on est frappé par la pauvreté de la littérature sur ce sujet. Aucune étude connue de sociologie de la famille ne prend cette fonction pour thème de recherche, ni même ne pose les jalons d'une telle recherche. Si cette fonction ne fait pas l'objet d'investigations spécifiques, au moins pourrait-on s'attendre à la voir discutée dans les présentations théoriques générales. Mais au-delà de sa mention

1. Publié dans *Les Cahiers internationaux de sociologie*, 1975.

obligée et quasi rituelle, les développements sont brefs. En effet, l’assertion de l’existence d’une fonction de consommation est souvent insérée dans des phrases de tournure négative. La fonction de consommation est présentée comme la seule fonction demeurant à la famille dans l’ordre économique : c’est ce qui lui reste d’un passé glorieux, du rôle économique global qu’elle jouait autrefois. Sa mention fait partie intégrante de la thèse – souvent avancée, jamais étayée – selon laquelle la famille en général (et non certaines formes de familles) a été récemment exclue de tout rôle dans la production (et pas seulement de la production pour le marché).

Tout se passe comme si la fonction de consommation était mise en avant à la fois pour accréditer la thèse de la perte du rôle de production et pour affirmer la nécessité continuée – en dépit de cette vicissitude – de la famille dans l’ordre économique. La phrase lapidaire de Duvall (Duvall 1957), « *Families have shifted from production to consumption* » (Les familles sont passées de la production à la consommation), est exemplaire de ce type de pensée.

Même sur le plan théorique donc, la fonction de consommation n’est pas traitée pour elle-même par la sociologie de la famille. Elle n’est considérée que dans une perspective historique générale : sous l’angle de l’évolution du rôle de la famille et de ses gains et pertes en « fonctionnalité ».

Pas plus que la nature de la fonction de consommation, les rapports de la famille avec cette fonction ne sont élucidés. Ainsi la famille est-elle fréquemment dénommée « unité de consommation » Mais on ne sait en vertu de quelles définitions de l’unité et de la consommation elle est ainsi qualifiée. D’autre part, on ne trouve pas mention, dans la littérature, d’« unités de consommation » autres que la famille. Ces deux silences vont de pair : comment, en effet, identifier d’autres unités en l’absence de critères de définition ; et comment, sans considérer sous le même angle plusieurs institutions pour en dégager les caractères communs, élaborer ces critères ?

L’économie semble au premier abord différer de la sociologie sur ce point, puisqu’elle connaît, elle, deux types d’unités de consom-

mation. Mais on s'aperçoit à l'examen qu'il n'en est rien. En effet, quels sont ces deux types ? Les ménages « ordinaires » et les ménages « collectifs » (INSEE 1973), ces derniers désignant les hospices de vieillards, les cités universitaires et les foyers d'étudiants. La terminologie est révélatrice ; le ménage « collectif » n'est pas une unité de consommation de droit mais une extension pragmatique du concept de ménage dont l'incarnation légitime : « ordinaire » est la famille. Le contenu de ces catégories est également révélateur : les casernes, pensionnats, internats, sont exclus des ménages collectifs sans pour autant constituer un troisième type de ménages. Pourtant la consommation des hôtes de ces lieux doit être et est prise en compte : elle est « rapportée » à la consommation de « ménages ordinaires ». Les critères fondant le rattachement ou le non-rattachement des individus et de leur consommation à un ménage « ordinaire », et donc fondant le partage des ménages en « ordinaires » et « collectifs », sont totalement étrangers à la consommation elle-même. Les casernes et les internats ne sont pas des « unités de consommation » parce qu'ils sont peuplés de mineurs faisant juridiquement partie d'un « ménage ordinaire » : celui de leur chef de famille. Les hospices en revanche sont des unités de consommation parce qu'ils sont peuplés de vieillards majeurs.

Les unités de consommation autres que la famille sont donc d'une part conçues sur le modèle de la famille, d'autre part reconnues en tant que telles dans la mesure seulement où il est impossible de rattacher leurs membres à une famille. Il est clair que, pour l'économie comme pour la sociologie, la famille n'est pas découverte unité de consommation par l'application de critères pouvant définir une et donc plusieurs unités. Au contraire, c'est le ménage « ordinaire » qui définit l'unité de consommation. Et le ménage ordinaire lui-même est défini par des critères de droit – tels que l'autorité parentale, le statut des personnes – et non par des critères de fait – tels que la cohabitation : c'est bien de la famille juridique qu'il s'agit. Inversement l'« unité de consommation » des sociologues n'est autre que l'« unité d'observation de la

consommation » pour les économistes. Cette pratique a un sens par rapport à certains buts : par exemple, l'étude de la demande de biens et de services (pudiquement appelée « étude de l'évolution de la consommation des ménages à des fins professionnelles ») (Jousselin 1972). En effet, si tel est l'objet de la recherche, point ne sert d'étudier la consommation des individus. Point ne sert même d'étudier la consommation des ménages : on pourrait se contenter d'agrégats plus vastes. Mais alors, à quels carnets de comptes, à quels interlocuteurs en chair et en os s'adresseraient les enquêteurs ? Le ménage est bien un collectif d'achats et se présente bien comme un demandeur unique sur le marché, quoiqu'il ne soit pas le seul collectif ni l'unique demandeur. Aussi la démarche des économistes est-elle justifiée, ou plutôt le serait, dans la mesure exacte où leur ambition se bornerait à évaluer la demande globale et se présenterait comme telle. Comme ce n'est pas le cas, les études actuelles de la consommation posent plusieurs problèmes.

1. L'emploi du terme consommation pour désigner la demande sur le marché. La dénomination des études, comme celle des revues, laisse à penser que c'est la consommation qui est étudiée. Or, les consommations que lecteurs et auteurs ont à l'esprit ne peuvent être effectuées par une personne morale ; et quand on parle de consommation, c'est bien aux consommations des membres du ménage, c'est-à-dire à la consommation individuelle que l'on pense, et non aux rares services que la famille utilise en tant qu'institution. De même, si la sociologie trouve une « fonctionnalité » à la famille en ce domaine, c'est bien dans la mesure où elle satisfait les besoins matériels et individuels de ses membres. Si les achats peuvent être collectifs, la consommation effective, elle, est nécessairement individuelle.

L'achat des biens et services n'est au mieux qu'un des aspects de l'activité de consommation. Or, les études économique-statistiques n'étudient absolument pas la consommation *stricto sensu*, c'est-à-dire, la consommation individuelle ; cependant, elles prétendent l'étudier, en présentant la partie (la situation des familles sur le

marché de la demande) pour le tout; de plus, ce faisant, elles laissent à penser que, agent collectif du point de vue du marché, la famille l'est également du point de vue de la consommation (Galbraith 1973)².

2. Le choix du ménage comme unité de décompte de la consommation a des implications et des conséquences logiques. Autant que faire se peut, toutes les consommations individuelles sont rapportées, imputées à un ménage « ordinaire » qu'on pourrait appeler « ménage de rattachement ». Ainsi une étude de l'INSEE dit explicitement : « Le champ couvert par cette enquête correspond aux dépenses de biens et services : achats de produits, consommations prises hors du domicile, paiement de prestations et de services » (INSEE 1973). Il est clair ici que toutes les consommations des membres du ménage, quel qu'en soit le lieu, sont prises en compte dans l'évaluation du niveau de vie du ménage. Dans ce cas, et a fortiori quand sont incluses jusqu'aux consommations de lycéens pensionnaires, ce choix ne peut s'expliquer que par une hypothèse : c'est que, quel que soit le lieu – et aussi éloigné fut-il du foyer – des consommations de ses membres, la famille joue pour ceux-ci le rôle d'instance de répartition.

L'usage du terme consommation implique qu'on étudie la consommation individuelle; la pratique d'observation de la consommation – le rapport de toute consommation au ménage – exige qu'on étudie la répartition. Or on ne peut que constater la carence de la littérature dans ces domaines. Non seulement ces études sont inexistantes mais les thèmes n'en sont pas abordés, même théoriquement. Tout se passe comme si l'étude de la répartition était inutile, et tout se fait de façon à l'interdire.

L'étude de la consommation individuelle est inutile puisqu'elle est déjà – prétendument – faite. Ainsi un article de J. Desce dans

2. John K. Galbraith rejoint notre critique de la notion de ménage : « Bien qu'un ménage comprenne plusieurs individus – mari, femme, enfants, parfois parents ou ascendants – aux besoins, aux goûts, aux préférences différents, toute la théorie néoclassique le traite comme s'il était la même chose qu'un individu ».

Consommation s'intitule « Consommation individuelle et consommation collective ». Il y apparaît que « collectif » désigne les services sociaux gratuits tandis qu'« individuel » désigne les biens et services vénaux, les uns comme les autres acquis par le ménage. La curieuse transposition d'un ordre – celui du mode d'acquisition – en un autre – celui du mode de consommation – se résout en ce que le couple d'oppositions « vénal-gratuit » se lit désormais « individuel-collectif ». Du même coup, la possibilité que l'opposition « individuel-collectif » se lise « personne-ménage » est évacuée et, avec elle, la question de la répartition des biens à l'intérieur du ménage.

La pratique de rapporter toutes les consommations individuelles au groupe familial n'a de sens que si ce groupe est une instance de répartition, reconnue et étudiée en tant que telle. Mais précisément le choix du ménage comme unité d'observation interdit cette étude : prendre la famille pour unité ne permet pas d'étudier la consommation familiale, mais seulement la consommation d'agrégats de familles. Ce qui est étudié ou peut l'être ne sont plus les familles elles-mêmes mais la façon dont elles se groupent ou se distinguent entre elles. Aussi bien, d'ailleurs, seule la répartition à laquelle ces études s'intéressent explicitement est-elle « la comparaison des niveaux de vie des différentes catégories » (Jousselin 1972).

Cette comparaison elle-même souffre d'ailleurs de la définition du ménage. Les domestiques, salariés et apprentis, logés par le ménage, sont réputés faire partie de celui-ci du point de vue consommation. Il en résulte, par exemple, que les études sur le niveau de vie des salariés agricoles, effectuées sur des ménages, n'incluent pas les salariés logés – et en conséquence captés – par le ménage de leur patron. Or, ce sont ceux dont le niveau de vie est le plus bas. Leur exclusion des ménages salariés a pour effet de relever le niveau de vie moyen de ceux-ci. Inversement, leur captation a pour effet d'abaisser le niveau de vie moyen de leurs ménages de rattachement, c'est-à-dire de la classe de leurs patrons. Ces deux effets conjugués aboutissent à une minimisation non négligeable de la dis-

tance économique entre les deux classes.

Mais les distorsions apportées aux comparaisons entre catégories sociales sont fautes vénielles, comparées au péché capital qui consiste à considérer le lieu même d'exercice de certains rapports de classe (ceux de domestique à patron par exemple) – le ménage – comme le lieu de leur annulation³.

L'absence d'études sur la répartition a un sens positif : elle signifie que seul le point de vue d'où la famille est une unité dans des ensembles plus larges est pertinent, puisqu'il est seul pris en compte. Surtout, elle laisse à penser que, unité pour l'extérieur, la famille l'est aussi pour elle-même. L'une des images que le terme « unité de consommation » évoque est celle d'une consommation commune : homogène. Il connote à la fois une consommation faite en commun et une consommation indifférenciée.

Or, ces connotations sont démenties par les données de l'expérience quotidienne. Dans celle-ci les disparités de consommation entre les membres de la famille sont non seulement perçues, mais sont perçues comme constitutives de la structure familiale. La différenciation des consommations est vue comme corrélative de l'existence de statuts familiaux différents ; elle joue un grand rôle, et dans la perception de ces statuts par les acteurs sociaux en général, et dans l'appréciation de leur statut particulier par les intéressés.

Les études actuelles sur la consommation sont fondées sur le postulat inverse. Elles ne se contentent pas d'ignorer la consommation individuelle. Elles prétendent la connaître sans l'avoir étudiée. Ainsi, « les consommations moyennes annuelles par personne... s'obtiennent simplement (sic) en divisant les valeurs inscrites dans les tableaux... par le nombre de personnes » (INSEE 1973). Or il faut rappeler que, parmi les individus ainsi priés de considérer qu'ils bénéficient à part égale de tous les biens consommés dans leur ménage de rattachement, sont compris non seulement les enfants

3. Ce péché ne commence pas avec l'inclusion des domestiques dans le ménage qu'ils servent, mais avec la définition de la famille, dont le concept de ménage n'est qu'un avatar. Voir « L'ennemi principal » dans ce volume.

placés en pensionnats et les militaires du contingent mais aussi les domestiques, les salariés et les apprentis.

Ainsi tout en prétendant ignorer le thème, les études actuelles de la consommation imposent en fait une théorie de la répartition qui est une théorie égalitaire.

On comprend que les processus décrits plus haut ne sont pas des effets du hasard et que leur convergence n'est pas une coïncidence. L'emploi du terme « unité de consommation » qui, dénotant une simple unité de compte, connote une *unitas* (union et communion), tend à présenter comme sans objet l'étude de la répartition. De son côté, la pratique statistique, en prenant le ménage pour seule unité d'observation, en rend impossible la recherche empirique. Tous ces processus convergent pour interdire toute étude de la répartition réelle. C'est que, d'une part, une telle étude risquerait de miner le substrat de la recherche actuelle en la révélant fondée sur un postulat implicite, celui de la répartition égalitaire ; d'autre part, elle ne pourrait que confirmer ce que l'expérience quotidienne appréhende d'une façon impressionniste : l'existence d'une consommation différentielle⁴. À nos yeux l'étude de la fonction de consommation de la famille consiste dans l'étude du rôle de la famille comme ins-

4. L'histoire de la création et de la construction, de 1895 à nos jours, des « échelles de consommation », retracée par M. Perrot dans *Le mode de vie des familles bourgeoises*, Paris, Colin, 1961, p. 21 à 40, est pleine d'enseignements. Dans ces études la consommation différentielle est dissimulée – comme dans le conte d'E. Poe – par sa mise en évidence même. On peut distinguer trois types d'études qui, avec des méthodes apparemment différentes, aboutissent toutes à des échelles étonnamment semblables. Pour les premières (Engels) « l'accroissement de poids et de taille est représentatif de la progression des dépenses de consommation » : elles postulent des coefficients de consommation de nourriture inférieurs pour les femmes et les enfants. D'autres (« budgétistes ») s'attachent au comportement effectif des ménages, et « découvrent » que la consommation est bien différenciée selon l'âge et le sexe (« confirmant » ainsi les postulats de départ de la première école). Enfin les nutritionnistes tentent d'évaluer les besoins en calories des membres de la famille, mais en « considérant que les dépenses de nourriture d'une famille sont proportionnées aux besoins en calories des personnes la composant », c'est-à-dire en prenant comme indicateur des « besoins »... la consommation effective ! En corroborant les coefficients des « budgétistes », ceux des « nutritionnistes » apportent la caution que les dépenses effectives couvrent bien les « besoins en calories », que les dépenses différenciées sont justifiées par des besoins différents et, de plus, donnent l'impression qu'aucune considération autre que la fourniture de calories n'entre en ligne de compte dans la consommation de nourriture : ce qui est implicite, c'est que la différenciation de nourriture ne peut porter sur des qualités mais uniquement sur des valeurs caloriques ; les quantités étant adaptées aux besoins, la distribution est donc – au plein sens du terme – équitable.

tance de distribution et de répartition pour ses membres ; il en découle qu'une recherche menée sur ce thème se donnerait pour objet l'incidence sur la consommation des rôles familiaux. Mais, comme il a été noté plus haut, aucune des études mentionnant la famille comme unité de consommation ne trace les limites de ce qui entre ou n'entre pas dans cette unité. Le cadre même de la recherche, la consommation individuelle dans la famille, reste à définir. S'agit-il de la consommation faite en commun : en présence de tous les membres de la famille, quel que soit le lieu ? De la consommation effectuée au foyer, quels que soient les membres présents ? Ou de la consommation effectuée par les membres de la famille, quels que soient le lieu et les individus présents ? Parmi les critères envisageables, outre le lieu – au foyer ou hors du foyer – et la présence ou l'absence de la collectivité familiale, il faut considérer la nature des consommations. Les consommations spécifiques – professionnelles par exemple – seront-elles opposées aux consommations communes ou de même genre, telle la consommation de nourriture, seules considérées comme familiales ?

Si le sujet de la recherche est le rôle de la famille comme instance de répartition, il apparaîtrait bien vite que toute consommation individuelle, dès lors qu'elle est liée au statut de l'individu dans la famille, doit être considérée comme familiale, quels qu'en soient le lieu, les modalités, la nature. Mais en l'absence de réflexion et d'investigation même élémentaires en ce domaine, force nous est de procéder empiriquement et prudemment. En effet il s'agit ici, beaucoup plus que de poser des jalons méthodologiques pour une étude systématique, d'explicitier à l'aide d'exemples les hypothèses directrices d'une nouvelle approche de la consommation familiale. Il convient donc de choisir ces exemples dans le domaine des consommations non spécifiques et effectuées le plus souvent au foyer, sinon en présence de la famille au complet. En effet ces consommations, et en particulier celle de nourriture, sont les plus évidemment familiales ; ce sont celles qui appellent le plus l'image d'une communauté véritablement communiste, d'une répartition véritablement

équitable; celles qui semblent les plus à l'abri de l'influence de la hiérarchie.

D'autre part, les connotations de communauté, de collégialité, de la consommation familiale, s'imposent d'autant plus que les familles considérées ont des revenus plus bas. Cette conviction n'est pas fondée sur des analyses concrètes, mais sur un sentiment moral que l'inégalité est humainement moins cruelle quand elle porte sur un « surplus » que quand elle porte sur le « minimum vital ». Il semble que ce qui est moralement inacceptable soit théoriquement impensable, et en tous les cas, jusqu'à présent, impensé. Ce sentiment déborde le cadre restreint de la consommation puisque Engels (1972) et Simone de Beauvoir (1949) après lui ne peuvent voir dans la hiérarchie de la famille ouvrière autre chose qu'un « reste de brutalité » ternissant, sans réussir à l'altérer profondément, l'essentielle « égalité dans le malheur » – celle-là atténuant celui-ci et permettant seule d'en concevoir la réalité empirique. Il déborde même le cadre de la famille puisque des auteurs – marxistes – se refusent à interpréter les hiérarchies en termes de classes – d'exploitation – les couvrant pudiquement du concept fonctionnaliste de « pouvoir de redistribution », quand ils les rencontrent dans des sociétés décréées « de subsistance ». La coïncidence entre l'existence de surplus et l'existence d'inégalités sociales n'est donc pas une découverte empirique mais un élément du dogme selon lequel la création de surplus explique l'apparition d'inégalités (Terray 1972).

C'est dans les familles rurales, agricoles surtout, que profanes et experts aiment à situer la version occidentale du « niveau de subsistance ». La production destinée à l'autoconsommation y est importante par rapport à celle destinée au marché, et ceci évoque une autarcie bien éloignée de la réalité mais proche, pour l'imagerie populaire, de l'âge d'or – qu'elle situe curieusement au 19^e siècle – et, pour l'imagination sociologique, des conditions des économies « primitives », sans « surplus » et sans exploitation.

Objectivement, c'est dans cette catégorie de familles que se trouvent certains des plus bas revenus de la société industrielle,

donc là que le niveau de vie est le plus faible. C'est donc aussi le dernier locus social où l'on pourrait s'attendre à trouver une consommation différentielle.

Inutile de dire qu'on ne dispose d'aucune donnée scientifique aux fins de traiter de la consommation différentielle, puisque, au contraire, les données dites scientifiques tendent à la masquer. Aussi le but de cet essai n'est-il pas de présenter des faits nouveaux, mais d'envisager sous un nouvel angle des faits universellement connus des acteurs sociaux⁵.

De même l'accent mis sur la famille rurale et sur la consommation de nourriture ne s'explique pas par un intérêt particulier pour ces domaines ; mais, une fois le fait de la consommation différentielle établi, et établi là, pour les raisons évoquées plus haut, il s'agit d'en rechercher les principes et les moyens de fonctionnement, c'est-à-dire de mettre à nu son existence en tant qu'institution. Il s'agit en somme de dégager une problématique permettant ensuite le retour au concret, car l'investigation ne peut avoir d'objet qu'une fois celui-ci construit.

Dans la famille rurale traditionnelle (du 19^e siècle) et aujourd'hui encore dans les exploitations familiales marginales comme celles qui prédominent dans le sud-ouest de la France, la consommation de nourriture est extrêmement diversifiée selon le statut de l'individu dans la famille.

Cette diversification porte sur la quantité de nourriture et oppose d'abord enfants et adultes, femmes à hommes. Mais parmi les adultes, les vieux mangent moins que les gens d'âge mûr, les membres subalternes moins que le chef de famille. Celui-ci prend les plus gros morceaux. Il prend aussi les meilleurs : la diversification porte autant sur la qualité que sur la quantité.

Les enfants sont nourris jusqu'à deux ou trois ans de lait, de

5. Nous sentant autorisée par un exemple illustre à choisir « des exemples probants tirés de la vie quotidienne » et à traiter de « phénomènes qui, considérés comme intimes, étaient jusqu'ici à l'abri des chocs de la discussion économique », T. Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970.

farine et de sucre exclusivement. Les vieux, particulièrement les vieillards impotents, retrouvent le même régime à base de céréales et de lait, les panades et les bouillies.

La viande est rarement au menu, et encore plus rarement au menu de tous. Souvent, elle n'apparaît sur la table que pour être consommée par le seul chef de famille, surtout s'il s'agit de viande de boucherie. Les viandes moins chères – les volailles élevées à la ferme, les conserves faites à la maison – ne sont pas l'objet d'un privilège aussi exclusif. Cependant, jamais les femmes et les enfants n'auront le morceau de choix, réservé au père (ou dans les occasions sociales, aux invités de marque : ainsi, les morceaux nobles du jambon, aliment noble en soi, échoient au futur gendre, dit Jean-Jacques Cazaurang [1968]) et les nourrissons et les vieux n'y toucheront pas. L'alcool est un autre aliment dont la consommation est fortement différenciée. Elle est le fait des hommes adultes, à l'exclusion des femmes et des enfants.

Le respect des interdictions alimentaires est obtenu à la fois par la coercition et par l'intériorisation de ces interdictions.

L'impotence physique des enfants en bas âge et des vieux rend la coercition si facile qu'elle en devient non pas inutile, mais invisible. Elle est surtout nécessaire, et devient visible, vis-à-vis des enfants pendant la période où ils sont « voleurs » : c'est-à-dire celle où ils n'ont pas encore intériorisé les interdictions.

C'est ainsi que beaucoup d'aliments qui restent dans la cuisine sont placés en hauteur, sur des planches à pain, ou sur le dessus des armoires, où seuls les individus de taille adulte peuvent les atteindre. Cette coercition par l'altitude est si classique que maint conte populaire a pour héros un enfant décidé à la déjouer. Le conte relate généralement et la solution avantageuse du problème par le héros au moyen d'un escabeau, et la résolution malheureuse de l'histoire par une punition, soit médiate – infligée de main d'adulte – soit immédiate – venue du ciel sous forme d'indigestion. Une marque de confiture a choisi pour réclame l'image d'une petite fille qui trempe ses doigts dans un pot : elle est perchée sur une chaise.

Mais si certains aliments ne sont protégés physiquement que des enfants, d'autres le sont de toute la maisonnée : « Les provisions qu'on estime bon de ne pas laisser dans la cuisine, sont montées dans la chambre, surtout la chambre des maîtres. Quand il s'agit des pièces de la viande de porc telles que les saucissons, le séjour à l'étage supérieur leur permet de parfaire le séchage. Il les met en outre à l'abri des tentations des jeunes, toujours affamés. C'est dans le même ordre d'idées, qu'on y pose une planche qui supportera la provision de pain de la semaine, et qui ne sera distribuée que selon les besoins » (Cazaurang 1968). Certaines mesures, appuyant les interdits d'empêchements physiques, s'appliquent à toute la maisonnée, moins les femmes, ou plutôt hormis la maîtresse de maison. Ces mesures seraient gênantes, en effet, appliquées à elle puisque c'est elle qui prépare toute la nourriture. Aussi a-t-elle accès à tous les aliments, même à ceux qu'elle ne consomme pas. Mais cet accès est clairement lié à son intervention en tant que préparatrice. L'alcool échappe à cette intervention puisque sa préparation est une prérogative masculine. Le tabou physique dont il est l'objet peut atteindre la maîtresse de maison : souvent la bouteille « du patron » n'est touchée que par ses mains.

La répression sous tous ses aspects – punitions et menaces, injonctions verbales, empêchements physiques et tabou de contact – ne joue, sauf pour les enfants, qu'un rôle de sécurité, ou peut-être même seulement, comme dans le cas de la bouteille d'alcool, un rôle symbolique dans l'instauration et le maintien d'une consommation différentielle.

Celle-ci est essentiellement un fait de coutume, c'est-à-dire que ses contraintes sont intériorisées et reproduites comme une conduite spontanée par les intéressés. Tout un corpus de proverbes, dictons, croyances, enseigne à la fois le contenu des rôles et la justification de ces rôles.

Parfois ces préceptes prennent l'allure de constatations : « les femmes mangent moins que les hommes ». Parfois ils ont la forme de conseils d'hygiène : « tels aliments sont "mauvais" ou "bons" » ;

l'aspect prescriptif d'une consommation différentielle n'apparaît que dans le deuxième segment de la phrase, qui révèle que cette « bonté » ou « mauvaïseté » frappe les organes d'une manière sélective selon le statut de leurs possesseurs. Ainsi : « les confitures gâtent les dents des (seuls) enfants », « le vin donne de la force aux (seuls) hommes », etc. Le garçon du restaurant où échoue le jeune David Copperfield, alors qu'il voyage seul, lui explique, dans la même veine, que la bière qu'on a servie à l'adolescent lui serait fatale et il le sauve de la mort en l'ingurgitant à sa place. Parfois encore, la norme est prescrite sous la guise de considérations esthétiques : « Rien de plus laid qu'une femme ivre » (ou morales : « femme de vin, femme de rien »), qui en masquent complètement l'aspect répressif, puisqu'elles laissent aux intéressées la liberté d'être « laides » ou « pas belles » et taisent le bénéfice escompté d'une telle répression, c'est-à-dire le monopole d'une consommation prisée. On peut y opposer la naïveté d'un paysan âgé du Lot, s'exclamant : « Tiens, une femme qui fume... C'est la première fois que j'en vois... après tout, pourquoi pas, c'est un plaisir. »

L'absence totale de protéines dans le régime des nourrissons et des vieillards amène des carences alimentaires qui ont des répercussions graves sur le développement des premiers, le vieillissement des seconds, et l'espérance de vie de tous. Leur absence relative dans le régime des femmes entraîne pour leur état général des conséquences dont l'effet est redoublé par la charge physiologique des grossesses et que l'on constate d'ailleurs, à ces occasions, par le taux très élevé de mortalité maternelle et infantile dans les zones rurales.

Cependant, on pense que les bébés et les enfants n'ont pas besoin de viande, et que les femmes en ont « moins besoin ». En revanche, les hommes ont « besoin » de ces aliments nobles. Les légumes, qui ne « tiennent pas au corps », ne « nourrissent pas leur homme », mais apparemment, nourrissent les femmes et les enfants.

La théorie indigène pose une relation entre la taille des indivi-

dus et la quantité de nourriture nécessaire à leur organisme⁶. Qu'il s'agisse d'une rationalisation et non d'un principe de répartition est rendu évident par le nombre d'exceptions que cette relation souffre : un mari, un patron, un père, un aîné, aussi chétifs soient-ils, n'abandonnent pas leur part privilégiée à une femme, un ouvrier, un enfant, un cadet, aussi importante soit leur taille.

La théorie des besoins différentiels comporte un troisième niveau d'argumentation, celui des dépenses différentielles d'énergie.

Cette argumentation ne s'appuie pas sur la mesure de l'énergie réellement dépensée par l'individu, mais établit une relation impersonnelle entre l'activité et la dépense d'énergie. Cette relation est basée sur la classification des activités en « gros travaux » et en « petits travaux ». Or, cette classification n'est pas établie d'après la dépense d'énergie requise par l'activité considérée, mais par la nature des activités.

Cependant, l'opération technique elle-même n'est pas le critère réel de la classification : le portage d'eau est considéré comme un « petit travail », le portage de fumier un « gros travail » ; la pénibilité de la tâche non plus : le moissonnage à la faux est « un gros travail », le bottelage et le liage sont regardés comme un « petit travail ». Partout en France, portage d'eau et bottelage sont ou étaient exclusivement des travaux de femmes, les autres portages et le moissonnage des travaux d'hommes.

Le critère de classification des travaux en « gros » et « petits », réside en fait dans le statut de ceux qui les effectuent ordinairement. Certains travaux, réservés aux hommes et donc réputés « gros » dans certaines régions, sont réservés aux femmes dans d'autres et y perdent leur qualification. Ainsi en est-il, pour ne citer que ceux-là parmi beaucoup d'autres travaux à affectation sexuelle, du binage

6. La similitude entre cette théorie indigène et les postulats sur lesquels reposent les échelles de consommation et qu'elles confirment « scientifiquement » est frappante. Ainsi, les échelles « nutritionnistes » (les plus « scientifiques ») de 1918 sont plus proches des échelles « budgétistes » de 1918 que des échelles « nutritionnistes » de 1970. L'évaluation des besoins en calories d'un individu varie donc avec l'allocation de nourriture considérée comme « normale » pour cet individu par la société (et la sociologie) de son temps.

des pommes de terre, de la conduite des animaux de trait.

Quand les femmes effectuent des travaux réputés « gros » dans la région considérée – d’une façon exceptionnelle, à certaines périodes, ou d’une façon ordinaire, comme en Bretagne ou dans les Alpes où elles réalisent tous les travaux agricoles – l’évaluation de leurs dépenses et besoins en énergie n’en est pas modifiée pour autant. Ceci n’est pas pour étonner, puisque cette dépense et les besoins réels ne sont jamais mesurés, ni comparés : le simple décompte du temps d’activité physique journalier, plus élevé en moyenne d’un tiers pour les femmes que pour les hommes, donnerait à penser que, contrairement à la croyance indigène, ces dépenses et donc les besoins d’énergie sont plus grands chez elles. La théorie des « besoins », quoique invoquant explicitement ou se référant implicitement à des impératifs physiologiques objectifs, les ignore totalement.

Prendrait-elle en compte alors les besoins subjectifs, les désirs ? Moins encore. Il est clair que, dans la détermination des « besoins » d’un individu donné, l’évaluation de l’« intéressé » ne rentre pas. La sensation de faim ressentie par les enfants et les adolescents ne fait pas conclure à un besoin de nourriture. Au contraire, aux demandes, il est opposé un « tu n’en as pas besoin », qui pose le besoin comme différent de, extérieur au, et même antinomique du désir. C’est bien à l’objectivité que la théorie des besoins fait appel, contre la subjectivité, et pourtant elle refuse, on l’a vu, toute mesure objective.

Cette double contradiction est bien exprimée dans le passage précité de Jean-Jacques Cazaurang : « Il les [les pièces de viande] met à l’abri des tentations des jeunes, toujours affamés... la provision de pain, qui ne sera distribuée que selon les besoins. » Les besoins auxquels il est fait allusion ne sont donc pas ceux des jeunes. À leur faim de l’heure il ne sera pas donné satisfaction, et si leurs besoins antérieurs avaient été couverts, ils ne seraient pas « affamés ».

Cette citation révèle que l’état de faim est considéré comme normal chez les jeunes, ou plutôt, que la satiété ne fait pas partie des

besoins qu'on leur reconnaît. « Manger à sa faim » est un des premiers biens de l'existence, et cet objectif est toujours en danger de n'être pas atteint ; cependant, la sensation chronique de faim n'est pas considérée comme un attribut des adultes, en tant que classe d'âge, alors qu'elle est attribuée en tant que caractère distinctif aux adolescents dans la société rurale. L'« affamement », comme intéressant toute une catégorie d'individus, et non des cas spécifiques, ne touche que les seuls « jeunes » et il est considéré, non comme une caractéristique de leur condition sociale, mais comme une donnée physiologique sans remède. Dans d'autres sociétés, telles la société nord-américaine ou même la société urbaine française, un état de non-satiété perpétuel apparaît aussi subjectivement indésirable et objectivement nocif chez un jeune que chez un adulte⁷. Quand des paysans disent – et la plupart le concèdent – qu'« on vit mieux qu'avant », c'est souvent pour évoquer au premier chef les changements apportés dans l'ordinaire. De ce point de vue, aujourd'hui est comparé avantageusement à hier. À plusieurs reprises cet « avant » a été évoqué devant nous avec amertume, comme une période de privations alimentaires, et dans tous les cas, il se rapportait à l'enfance : « Je me souviens, quand j'étais gosse, je partais le matin avec les moutons ; je partais avec une “frottée” et c'est tout ce que j'avais jusqu'au soir⁸. »

Si la coercition est employée surtout pour suppléer à l'intériorisation des interdits, absente chez les jeunes, et pour la créer, celle-ci n'est jamais si parfaite que des relâchements ne se produisent. Entre la coercition pure et l'intériorisation pure, le qu'en dira-t-on joue sur les deux tableaux, faisant intervenir à la fois la présence d'autrui et la honte ou son inverse, l'honneur. « On peut, dit toujours Cazaurang, signaler un petit geste d'une maîtresse de maison d'autrefois. Il arrivait qu'elle profite de l'absence des autres membres

7. Les échelles de consommation donnent de nombreuses indications à ce sujet mais, faute de pouvoir les analyser en détail, on se contentera ici de souligner la coïncidence entre la part relative des adolescents dans la consommation de nourriture – coeff. 84 aux États-Unis en 1917 et 60 en France (Crédoc) en 1956 – et l'existence ou l'absence d'une théorie de l'affamement.

8. Extrait d'un entretien réalisé dans le Lot.

de la famille pour céder à la gourmandise. Elle se confectionnait en aparté quelque petit plat ou simplement le café. Un importun survenait-il ? Vite, l'objet du péché était glissé dans le four éteint, près du foyer. »

Alors que pour les jeunes, les interdictions alimentaires restent – même intériorisées – de l'ordre de la contrainte, et d'autant plus qu'elles sont liées à un statut nécessairement transitoire, elles sont intégrées, pour les femmes, à un système répressif plus vaste, qui permet une plus grande souplesse dans le détail. Ce système est l'idéologie du rôle d'épouse et de mère.

En effet, les femmes sont gérantes de la maison, et comme tout contremaître, se trouvent confrontées à des situations pour lesquelles aucune consigne n'existe. À ce moment, un principe général prend le relais des interdictions précises qui deviennent inappropriées. Ce principe général est simple : l'épouse et mère doit en toute occasion préserver les privilèges de l'époux et père, et se « sacrifier ».

Les choses ne se passent pas de la même façon dans toutes les sociétés. Ainsi en Tunisie, la consommation différentielle est obtenue par des modalités radicalement différentes. Les hommes font deux ou trois repas par jour, les femmes en font un ou deux, et ces repas ne coïncident jamais. Les femmes utilisent pour les leurs des aliments préparés une fois par an, et obtenus à partir de denrées de deuxième qualité. Les repas qu'elles préparent pour les hommes utilisent au contraire des produits frais de première qualité. La séparation rigoureuse du lieu, du moment et de la substance de base des repas rend toute concurrence pour les aliments impossible entre hommes et femmes (Ferchiou 1968).

En France aujourd'hui, hormis quelques interdits spécifiques, tels que ceux de l'alcool et du tabac, hommes et femmes se nourrissent au même « pain et pot ». La consommation différentielle ne procède pas, pour l'essentiel, par l'interdiction de tel ou tel aliment, mais par l'attribution de la part la plus petite et la plus médiocre de chaque aliment aux femmes. Il est difficile de dire si les cir-

constances – le partage de la même cuisine – rendent nécessaires la création et l'application d'un principe général, ou si l'existence de ce principe rend possible la confection d'une seule cuisine. Peut-être serait-il plus approprié d'avancer que seul un tel principe peut rendre compte de la variabilité du contenu de la consommation différentielle.

Dans un milieu, dans une famille, pour un niveau de vie donné, le contenu n'est pas si flexible : les mêmes plats reviennent régulièrement sur la table de semaine en semaine, et il n'est pas nécessaire de procéder à chaque fois à une nouvelle évaluation et à une nouvelle répartition. Les parts sont fixées une fois pour toutes : dans chaque famille et dans chaque poulet, il y a « le morceau de papa ».

Là encore, les restrictions sont vécues différemment, selon le degré d'intériorisation et le caractère transitoire ou définitif du statut auquel elles sont attachées. Les enfants, et surtout les enfants mâles, les vivent comme des brimades, dont ils se vengeront dès la première occasion où ils auront accès au « morceau de papa » convoité durant des années. Les femmes croient avoir choisi le morceau auquel elles ont droit.

Un jeune paysan invite deux citadines à partager son goûter et ouvre une boîte de pâté. Sa tante, une vieille femme qui tenait la maison, la mère étant malade, était présente. Elle ne mit sur son pain que la graisse entourant le pâté, et qui était dédaignée par les trois autres convives. Non seulement le système exige des femmes qu'elles se restreignent d'elles-mêmes, mais il leur permet une certaine latitude, leur impose même de prendre des décisions quant au contenu de ces restrictions. Ainsi la chair du pâté n'avait sans doute jamais été expressément défendue à cette vieille femme ; l'obligation de laisser la meilleure part aux autres était intériorisée comme un impératif moral. Mais elle aurait pu être satisfaite d'une manière différente ; c'est en partie de sa propre initiative qu'elle s'attribuait la plus mauvaise part, et surtout la façon précise de le faire était laissée à sa liberté. Cette attribution, vécue comme un libre choix, est souvent rapportée à la motivation « ordinaire » du choix, c'est-

à-dire la préférence personnelle. Interrogée, cette femme a répondu qu'elle aimait la graisse.

Mais point n'est besoin que le sacrifice soit aimé : il devient une seconde nature. C'est sans réfléchir que la maîtresse de maison prend le plus petit biftèque, et n'en prend pas du tout si, d'aventure, il n'y en a pas assez pour tout le monde. Elle dit : « Je n'en veux pas » et personne ne s'étonne, elle la dernière, que ce soit toujours la même qui « n'en veuille pas ». Point n'est besoin non plus qu'elle se réfère à l'idéologie du sacrifice comme partie intégrante de la nature féminine, qu'elle ait conscience de sa générosité ou de son abnégation : le recours à un principe universel supposerait une situation sortant de l'ordinaire où les automatismes de la vie quotidienne ne suffisent plus à conduire l'action.

Quand on passe de la campagne à la ville et quand on passe des tranches basses de revenu aux tranches plus élevées, la consommation de nourriture s'accroît. La consommation différentielle devient moins marquée dans ce domaine. Le niveau de consommation alimentaire étant plus élevé, on peut penser que les besoins de base sont mieux couverts et que les différences de consommation portent de plus en plus sur des qualités et des modalités moins visibles. D'autre part, la nourriture étant suffisamment abondante, on peut penser que les différences de consommation alimentaire tendent à disparaître tout à fait, et à se déplacer, ou à ne subsister, que dans d'autres domaines.

Cependant, le caractère flexible de la consommation différentielle, le fait – commenté plus haut – que ce ne sont pas des contenus spécifiques qui sont définis mais des principes d'attribution, permet des retours en arrière quand pour une raison ou une autre l'échelle des valeurs relatives du ménage est modifiée. Un exemple permet d'illustrer ces retours en arrière qui eux-mêmes illustrent cette flexibilité. Dans la décennie des années 1960, la France, et plus particulièrement Paris, connurent pendant une quinzaine de jours une pénurie de pommes de terre. La demande pour cette denrée de base étant peu élastique, les prix montèrent et des queues se formèrent

devant les épiceries. Interrogée dans une de ces queues par un reporter radiophonique une femme répondit : « Je garde les pommes de terre pour mon mari ; les enfants et moi nous mangeons des pâtes ou du riz... » En dépit de la cherté relative des pommes de terre, l'acquisition d'un volume suffisant pour toute la famille n'eût pas grevé outre mesure le budget, eu égard tout au moins au prix subjectif important accordé par cette famille aux pommes de terre. Par contre si la valeur de gratification ne compensait pas le sacrifice budgétaire, comme la renonciation par la femme et les enfants le laisse à penser, le mari eût dû logiquement consommer aussi des pâtes et du riz. Il semble que la solution adoptée ne s'explique ni par l'impossibilité physiologique d'absorber des produits (de remplacement dans cette situation particulière) qui sont pourtant consommés de façon aussi régulière que les pommes de terre, ni par la situation économique de la famille, mais par la nécessité symbolique de marquer l'accès privilégié du mari-père aux biens rares ou devenus rares, cet accès privilégié étant à la fois signe et raison d'être de la hiérarchie de consommation.

Si la différenciation était étudiée dans tous les secteurs de consommation, on peut faire l'hypothèse que ce principe et ses corollaires se trouveraient confirmés : les biens les plus rares dans chaque domaine et les domaines de consommation les plus prestigieux font l'objet d'un accès privilégié ; l'écart relatif entre les niveaux de vie des différents membres de la famille reste à peu près constant dans tous les milieux (et s'accuse en valeur absolue au fur et à mesure que l'accès privilégié porte sur des biens de plus en plus coûteux et que la différenciation s'exerce sur un volume global accru). En effet, avec l'accroissement de la part du budget disponible pour des dépenses non alimentaires, des consommations auparavant peu importantes ou inexistantes se développent. L'élévation du niveau de vie général peut donc permettre le développement de la différenciation dans certains domaines. En outre, elle permet l'émergence de domaines nouveaux de consommation, qui sont autant de nouveaux champs

ouverts à l'exercice de la différenciation. Ainsi l'acquisition d'une voiture, dans un ménage où auparavant tous prenaient le métro, non seulement accroît considérablement la différence globale de consommation – l'écart de niveau de vie – entre l'utilisateur de la voiture et les autres membres de la famille, mais aussi introduit la différenciation dans un domaine – le transport – jusqu'alors non différencié.

L'étude de la consommation différentielle ne saurait se réduire à l'étude des différences quantitatives d'accès à des biens précis : un enfant promené dominicalement consomme-t-il la voiture familiale de la même façon que le père qui la conduit, et surtout consomme-t-il la même promenade ?

Les problèmes de cohabitation entre générations, qui se posaient encore dans les années 1970 avec acuité dans le milieu rural, révèlent – si l'on écoute les intéressés – que le conflit vécu oppose non des « générations » mais une consommation « libre » revendiquée par les enfants « invités » à une consommation « obligée » imposée par les parents-hôtes.

Cet exemple semble indiquer que les façons de consommer sont peut-être plus importantes que les volumes consommés. Or, jusqu'ici l'étude de la consommation s'est toujours préoccupée – a toujours dénoté – uniquement des volumes, tandis que l'existence de modes de consommation n'était pas soupçonnée.

Enfin la consommation ne porte pas seulement sur des biens mais aussi sur des services. Si les études classiques incorporent, sous la rubrique « autoconsommation », les biens non acquis sur le marché, elles ignorent les services produits dans le ménage. Or, contrairement à ce que la nomenclature des enquêtes de budgets laisserait penser, on ne mange pas, aux tables familiales, des bifteques crus et des pommes de terre non pelées. On consomme non seulement des matières premières mais aussi leur préparation : le travail ménager de la « maîtresse de maison » (travail dont la préparation des aliments ne constitue qu'une partie). La fournisseuse de ces services ne consomme pas ceux-ci à part égale avec les non-

fournisseurs pour diverses raisons, dont certaines sont évidentes : par exemple on ne peut pas servir à table et être servie dans le même moment.

La prise en compte de ces services ne bouleverse pas seulement l'évaluation comptable de la consommation familiale ; elle bouleverse du même coup – puisque ces services sont « autoproduits » – l'évaluation de la production familiale. Surtout, elle repose, au niveau de la production, le problème de la signification du terme « unité » appliqué à la famille, c'est-à-dire le problème du fonctionnement interne de la famille en tant qu'institution économique.

Contacts

e-mail

editionalso@riseup.net
editionalso@autistici.org

Mastodon

[@EditionsALSO@eldritch.cafe](https://eldritch.cafe/@EditionsALSO)
[@EditionsALSO@anticapitalist.party](https://anticapitalist.party/@EditionsALSO)

Twitter

[@EditionsALSO](https://twitter.com/EditionsALSO)

(si autant de contacts sont donnés c'est pour pouvoir rester joignables même si certains de nos comptes sont bloqués)



©2018-2020, v 1.1.1